

Centre d'étude
et d'information

Forschungs- und
Informationszentrum

VALEURS POLITIQUES ET JEUNE GÉNÉRATION

***DIE POLITISCHEN WERTE
UND DIE JUNGE GENERATION***

Cahier no 2

L'armée et ses défis –

Die Armee und ihre Herausforderungen

par Stephan Gasteyger

**ancien président et membre fondateur du "Challenge – Forum für
Wirtschaft und Politik" (Challenge – Forum économique et politique) de
l'Université de Saint-Gall**

Février 2001

Rue Beau-Séjour 18 – 1003 Lausanne; Tél. : 021 / 323 60 63;
Fax : 021 / 323 60 81; E-mail : rs-ts@dplanet.ch

Les valeurs politiques suisses et la jeune génération sont l'un des grands thèmes d'étude des Rencontres Suisses – Treffpunkt Schweiz, association forum et centre d'étude non-partisan basé à Lausanne. Ses membres se répartissent à travers la Suisse entière.

Le but des cahiers de la collection "Suisse 2020 – Schweiz 2020" est de donner la parole à celles et ceux que le thème des valeurs politiques et de la jeune génération interpelle, qu'ils soient acteurs ou observateurs. Chaque cahier aspire à être une pièce de réflexion originale ou le fruit d'une étude novatrice.

Die Publikationsreihe "Suisse 2020 – Schweiz 2020"

Die politischen Werte der Schweiz und die junge Generation sind eines der grossen Themen der überparteilichen Vereinigung "Rencontres suisses – Treffpunkt Schweiz" in Lausanne, die sich als Forum und Forschungszentrum versteht. Sie hat Mitglieder in der ganzen Schweiz.

Ziel der Reihe "Suisse 2020 – Schweiz 2020" ist es Persönlichkeiten zu Worte kommen zu lassen, denen das Thema der politischen Werte und der jungen Generation eine Herausforderung bedeutet, sei es als Handelnde oder als Beobachter. Jedes Heft soll Zeugen origineller Überlegungen oder Frucht einer innovativen Untersuchung sein.

Zahlreiche Gruende sprechen fuer eine kuenftige Neukonzeption der schweizerischen Verteidigungspolitik. In der Armee muessen Reformen durchgezogen werden, welche einerseits den Veraenderungen im politischen Umfeld, andererseits den staendig neuen Herausforderungen in der Wirtschaft gerecht werden.

Politisch gesehen sollte die Armee imstande sein, mit den europaeischen Nachbarn zusammenzuarbeiten und sich im Falle eines EU-Beitritts in eine europaeische Verteidigungspolitik zu integrieren. Die Veraenderungen in der Wirtschaft fuehren ihrerseits zu einem wachsenden Konflikt mit dem Privatsektor : das Milizsystem stellt eine immer groesser werdende Belastung fuer Unternehmer, Kader, Angestellte, Lehrlinge und Studenten dar. In der Tat muessen zu viele Opfer fuer den Militaerdienst erbracht werden, ob fuer Rekrutenschulen, Wiederholungskurse oder Befoerderungsdienste. Neben den ohnehin schon hohen Betaegen, welche in die schweizer Armee investiert werden, kommt es ausserdem noch zu schwierig tragbaren - materiellen und immateriellen - Opportunitaetskosten, sowohl fuer Unternehmen als auch fuer Private. Zudem stellen heutzutage die militaerischen Kaderschulen nicht mehr das einzigartige Karrieresprungbrett dar, welches sie frueher waren. Vielmehr wurden diese durch einige Top-Firmen, Banken, MBA-Programme oder sonstige Kaderschulungen ersetzt.

Folglich ist es fraglich, ob man das aktuelle Milizsystem ueberhaupt beibehalten sollte. Auch eine rein professionelle Armee kann nicht als ideale Loesung betrachtet werden, da das Milizsystem mittlerweile in der Schweiz zur Tradition erwachsen

ist und fuer Land und Heimat eine einzigartige, foerdernde und integrierende Rolle spielt.

Daher sollte die freie Wahl zwischen Zivil- und Militaerdienst als Kompromissloesung in Betracht gezogen werden. Einerseits koennten im Rahmen des Zivildienstes zunehmend gemeinschaftsorientierte Taetigkeiten stattfinden. Teilweise koennten diese ebenfalls durch Unternehmen unterstuetzt oder gar veranstaltet werden. Andererseits wird der Militaerdienst attraktiver, indem den freiwilligen Kandidaten mehr Freiheit und Flexibilitaet in ihrer Ausbildung verliehen wird und sie zusaetzlich eine finanzielle Unterstuetzung dafuer erhalten. Ihr (z.T. im Ausland erworbenes) Know-How) koennte in der Armee wieder eingesetzt werden, was durch die Nutzung neuen Humankapitals einen grossen Mehrwert schaffen wuerde.

Nur durch eine engere Zusammenarbeit zwischen Wirtschaft und Militaer kaeme man somit wieder zu einer effizienten und hochkaraetigen Armee, welche ausserdem imstande waere, den Forderungen der verschiedenen Anspruchsgruppen gerecht zu werden und deren Interessen zu wahren. Nur auf diese Art koennen die Sicherheit, die Lebensqualitaet und der Wohlstand, welche unser Land uns immer verschafft hat, weiterhin erhalten werden.

** * **

Armée XXI, initiative sur la réduction des dépenses militaires, démission d'Adolf Ogi, élection de Samuel Schmid : les événements se précipitent et le débat s'intensifie. Au vu de l'immense divergence d'opinions quant à la future direction à prendre, l'avenir de notre armée paraît trouble et incertain.

On pourra déjà douter de la nécessité et du sens de celle-ci dans sa forme actuelle. En effet, le système de milice semble désormais dépassé et trop cher; de plus, il représente un véritable fardeau pour de nombreux employeurs et employés, pour les petites et moyennes entreprises, pour les expatriés, de même que pour les jeunes – d'ailleurs de plus en plus nombreux – ne pouvant plus assumer une école militaire imposée parallèlement à une formation professionnelle poussée et astreignante.

La Suisse à la croisée des chemins

Bref, l'armée suisse a besoin d'un renouveau et de réformes profondes. D'ailleurs, les débats actuels le prouvent. Cependant, il reste à savoir – et c'est précisément là-dessus que porte le débat – quel chemin prendre à l'avenir, quelles mesures et réformes seront les plus adaptées et quel budget pourra être accordé à la défense et à la protection de la population.

Dans le projet de réforme, il devra être tenu compte à la fois des évolutions politiques et économiques en Suisse, en Europe et dans le monde au cours de cette dernière décennie.

Une réforme en harmonie avec les évolutions politiques

D'un point de vue politique, il faut observer, avant tout, le processus d'intégration européenne. Même si celle-ci se fait encore sans la Suisse, l'armée de demain devra s'orienter d'après des critères, normes et standards dictés par l'Union Européenne. Cela, bien évidemment, surtout dans le cas d'une adhésion, mais aussi au cas où la Suisse opterait pour la voie du cavalier solitaire. Car notre petit pays au sein de l'Europe dépend de son entourage et sera contraint à renforcer sa collaboration avec l'extérieur, également du point de vue militaire.

Même en cas de collaboration avec l'étranger, une armée n'est digne de ce nom que si elle s'avère être réellement engageable, également de manière autonome en cas de besoin. Dans ce contexte, il est important de remarquer à quel point un rattachement aux troupes autrichiennes pour une expédition au Kosovo a paru humiliant. Non parce qu'il faut refuser la collaboration avec nos voisins pour une expédition de ce genre, mais parce que ce rattachement laisse paraître ridicules et disproportionnés les immenses montants investis auparavant dans l'armée suisse, censée tenir seule sur ses jambes. Que la Suisse ait sa propre armée entraînant des dépenses financées par les citoyens, soit. Mais que, dans ce cas, ces derniers se sentent également dignement représentés lors de crises nous concernant tous – directement ou indirectement. L'armée doit poursuivre sa mission de défense du territoire en cas de conflit et être en état de protéger la population. Mais elle doit également se montrer à la hauteur de ce qu'elle prétend être – une armée bénéficiant d'un équipement de premier ordre et, par conséquent, rapidement prête à l'engagement. Une armée certes plus petite, cependant

comparable, d'un point de vue technique et professionnel, à celles de ses voisins. Et, finalement, une armée ayant grandi avec l'évolution des défis auxquels le monde doit faire face, ainsi capable d'accomplir des missions à la fois militaires et humanitaires.

Un conflit important : celui entre l'armée et le secteur privé

On observe une tendance générale vers la paix en Occident. Le conflit Est-Ouest s'est achevé et la globalisation garantit désormais un avenir pacifique et prospère, malgré certains effets secondaires que l'on peut lui reprocher. Il ne fait donc pas de doute que cette situation politique nouvelle et transformée entraîne également des changements dans le secteur privé. Les entreprises s'internationalisent, rachètent ou sont rachetées, des cadres étrangers viennent occuper des postes clés au sein de firmes suisses, les frontières s'effacent, et, par conséquent, la mobilité générale des employés doit s'accroître. De son côté, la Nouvelle Économie exige des compétences entrepreneuriales, de la flexibilité et de l'endurance.

Ainsi, le service militaire n'est plus, de nos jours, l'école de cadres promettant la future occupation d'un poste à haute importance dans l'économie suisse. Cabinets de conseil, banques d'investissement, programmes MBA (Master in Business Administration) ou création de sa propre « start-up » garantissent aujourd'hui cette éducation indispensable à toute personne qui veut réussir. L'armée, avec son école d'officiers autrefois réputée, a cédé sa place au secteur privé, et s'en fait, de plus en plus, un rival, voire un ennemi.

Ce problème devra prêter à réflexion dans l'élaboration d'une réforme du service militaire. Très vite surgira la question si, au vu des circonstances, une armée professionnelle ne serait pas plus adaptée à nos besoins.

Faut-il professionnaliser l'armée ?

Pourtant, la solution de la professionnalisation ne serait acceptée, au mieux, que par une petite majorité de la population suisse. Nombreux sont les sceptiques, notamment parce que la Suisse devrait renoncer au système de milice qui lui est si cher. En effet, il s'agit-là d'une tradition déjà ancrée dans l'esprit et la mentalité de la population.

Toutefois, une armée professionnelle ne possède pas que des inconvénients, bien au contraire. Il faut commencer par réfuter le classique argument prétendant que la variante professionnelle serait plus coûteuse que l'armée de milice. En effet, cette idée part d'un calcul purement budgétaire, et donc naïf, omettant les coûts économiques globaux qu'entraîne l'armée. Car, en dehors de dépenses monétaires, le système de milice actuel génère des coûts d'opportunité considérables. Ceux-ci comportent, tout d'abord, les pertes de salaire, compensations et assurances de tout militaire. S'ajoutent à cela le coût du sol, payé bien moins cher par l'armée suisse qu'il ne vaudrait en réalité. Puis viennent les sacrifices que certains doivent apporter au niveau individuel : occasion de promotion manquée à cause d'une trop forte absence du lieu de travail (justifiable par des cours de répétition ou un service d'avancement), année universitaire perdue due à un été passé à

l'école de recrues plutôt qu'avec une préparation d'examens : tels sont deux exemples classiques de coûts d'opportunité individuels et difficilement quantifiables, sortis du flanc du système de milice.

Certes notre armée nous infligera toujours quelques contraintes, et nous devons en accepter certaines. Mais jusqu'où faut-il aller ? Bien évidemment, on peut voir dans le système actuel, l'avantage d'une fonction fédératrice : bien que petit, notre pays réunit des mentalités et cultures extrêmement différentes. L'armée joue ici le rôle d'intégrateur : elle rassemble les habitants des quatre coins du pays pour servir une cause commune et typique à une nation. Peu nombreuses sont les institutions, organisations ou associations pouvant prétendre en faire autant.

Ce rôle fédérateur est donc tout sauf négligeable. Important aux yeux des citoyens suisses, il le sera également dans la nouvelle conception de l'armée.

Un compromis fidèle à la tradition suisse ?

Ni la professionnalisation, ni le maintien du système actuel ne représenteraient une solution véritablement appropriée.

Alors, pourquoi ne pas introduire l'option de libre choix pour les jeunes appelés à servir leur pays ? À côté d'une école de recrues facultative, il s'agirait de mettre sur pied un service civil allégé, visant davantage à apporter une contribution à la communauté dans laquelle vit et évolue chaque individu.

Ainsi, il pourrait s'agir, notamment, de travaux dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de l'écologie. De plus, les grandes entreprises pourraient établir des programmes de ce type pour tous leurs employés obligés de servir dans le civil. Il s'agirait-là d'une méthode intelligente et efficace de servir et d'entraider, de promouvoir l'esprit communautaire d'une entreprise et, en même temps, d'accomplir ses devoirs de citoyens, sans plus perdre plusieurs semaines par an.

Quant au service militaire, il est important de le rendre plus attrayant grâce à une promotion de la formation professionnelle parallèle à la formation militaire. En effet, cette possibilité d'interaction a été négligée au cours de la dernière décennie.

Il est donc temps de réconcilier ces deux aspects. Cela sans forcer le citoyen à rejoindre l'armée, mais en l'y encourageant.

Une armée riche en capital humain

Tout d'abord, la formation militaire devrait, dès l'école de recrues, prendre un visage plus professionnel; d'une part, il s'agirait de mettre l'accent sur des problèmes d'actualité que le pays doit affronter de même que sur des domaines où un recours à l'armée est vraiment nécessaire, comme, par exemple, l'aide en cas de catastrophes. En même temps, il est indispensable de donner aux futurs soldats et cadres militaires une meilleure vue d'ensemble sur la situation actuelle du pays, l'environnement politique et les développements futurs. Cette sensibilisation au contexte global dans lequel opère notre armée doit aller au-delà des quelques cours de théorie donnés souvent sans conviction et

de manière très superficielle à l'école de recrues. Dans le but de rendre le service militaire plus attrayant et de mieux l'intégrer dans la formation des jeunes, il est primordial de renforcer son caractère d'école de cadres.

Cela procurerait aux volontaires une véritable valeur ajoutée dans leur éducation, favorisant aussi le développement et l'épanouissement de capital humain, essentiel pour la prospérité de notre économie. En effet, il s'agit-là de la ressource la plus requise dans de nombreux secteurs, notamment dans ceux en pleine effervescence, tels que la biotechnologie, l'informatique et la recherche médicale pour n'en citer que quelques-uns. Le « know-how » nécessaire dans ces domaines ne peut être acquis uniquement à l'intérieur de nos frontières. Bien plus, cela constitue un facteur incitant les jeunes cerveaux à la flexibilité, également dans le domaine géographique. L'armée ne peut donc pas usurper de son pouvoir pour infliger des contraintes à ceux qui sont urgemment sollicités ailleurs. Il en est de même pour de nombreux apprentis, étudiants, employés et cadres devant, très souvent, imposer une priorité à leur carrière professionnelle. Des cours de répétition, voire un service d'avancement, dans de nombreux cas contre le gré des sujets, ne peuvent désormais plus être assumés.

C'est pourquoi une collaboration entre l'État et l'économie privée est essentielle dans ce domaine, de même qu'une flexibilité accrue lors du recrutement de soldats et de futurs cadres militaires.

Grâce à une telle collaboration, les volontaires auraient droit, par exemple, à un soutien financier au cours de leur formation. Le

savoir acquis au cours de celle-ci – apprentissage, études universitaires ou en école spécialisée pourrait ensuite être ramené au sein de l'armée, en y permettant, par conséquent, l'établissement fondé de capital humain.

Il ne fait pas de doute que l'octroi d'une liberté accrue à tout militaire potentiel de même qu'un soutien au cours de sa formation attireraient un grand nombre de personnes capables et qualifiées. L'option – et non l'obligation – de poursuivre l'école militaire après la formation de base serait également une façon plus efficace de recruter des officiers et sous-officiers motivés, rendant au pays l'armée de haut calibre qu'il avait autrefois – faite avant tout de cadres et de spécialistes. De plus, l'aspect fédérateur ne s'en retrouverait que renforcé.

En définitive, la politique de défense de la Suisse est à repenser. Car les défis de ce nouveau siècle ne sont plus purement politiques. Bien plus, la globalisation nous force à penser à une échelle plus large, intégrant de nombreux facteurs, notamment l'économie, l'éducation et la responsabilité sociale. En même temps, le pays et son armée ne seront pas uniquement soumis à une pression externe, mais aussi à des exigences venant des différents lobbies, groupes d'intérêt, syndicats, entreprises et, surtout, des citoyens. Seule une prise en compte de tous ces facteurs pourra garantir des réformes efficaces, durables et capables de tenir la promesse de préserver au mieux la sécurité, la prospérité et la qualité de vie que notre pays nous a toujours offertes jusqu'à présent.

La promotion – honneur ou horreur ?

Dans la vie civile, toute promotion est preuve de succès et contribue à un véritable sentiment d'accomplissement, malgré le travail et les responsabilités supplémentaires qu'elle comporte. Pouvez-vous imaginer que, dans un monde normal, dans une démocratie comme la nôtre, on puisse se battre pour ne pas être promu ? Malheureusement, ce problème se rencontre bien plus souvent que l'on pourrait croire, et surtout au sein de l'armée. Cela est emblématique et représentatif des dysfonctionnements du système de milice actuel.

De nombreuses recrues, surtout en Romandie, considèrent la promotion comme un poids supplémentaire et inutile pour leur future carrière. Une école de cadres militaires demande du temps, de l'engagement, de la motivation – bref, quelque chose qui manque à trop de jeunes citoyens. Ainsi, l'armée a perdu de son lustre et n'est plus vue, de nos jours, comme la rampe de lancement pour une carrière à haut niveau. À la fois les jeunes, la politique et l'économie ont cessé de penser ainsi. À juste titre.

Les absents auront raison

Par conséquent, il faudra convaincre des non-volontaires à faire du grade, voire les forcer, afin que les effectifs puissent être dûment remplis. Toute décision est influencée par de bons arguments, et une partie des candidats seront sans doute convaincus par ceux-ci : prise de responsabilités, plaisir d'apprendre à mener un groupe, salaire convenable, nouveaux contacts, tels sont les avantages d'une école de cadres, qui peuvent incontestablement plaire. Mais, très souvent, ces

arguments ne suffisent plus. Pour assurer la succession, il faudra alors, malheureusement, recourir à des moyens plus subtils, et même à quelques menaces et mauvais tours.

Le coup classique est celui du « Signez ou nous signerons à votre place » ; un papier signé permettra (théoriquement) au candidat de choisir lui-même la date de son service d'avancement. Le refus de signer impliquera, quant à lui, un ordre de marche envoyé selon la volonté de l'administration, à une date imposée. En réalité, il ne s'agit là que de manipulations, les deux menant au même résultat. Et un papier non-signé pourrait même être un avantage pour une future dispense.

Le choix des aspirants sous-officiers se fait rarement en fonction des qualifications (contrairement à ce que l'on dit). Au contraire, ce sont ceux qui exposeront les arguments les moins convaincants (ou les plus honnêtes) qui seront sélectionnés. D'autres échapperont, soit grâce à certains documents libérateurs, soit en venant à l'entretien trop tard, c'est-à-dire au moment où le responsable du recrutement a déjà rempli ses effectifs. Une autre solution est de partir en congé le jour de l'entretien et de parvenir à être omis.

Il est vrai que cette description semble caricaturale. Il faut aussi reconnaître que certains soldats sont vraiment choisis en raison de leur qualification, de leur volonté et de leur motivation. Toutefois, un choix arbitraire se fait encore trop souvent, imposant ainsi de lourdes contraintes aux candidats non-volontaires.

Le capitaine désertera

Une petite anecdote pour donner une idée de la compétence de ceux qui recrutent les futurs cadres :

Au cours d'un entretien, un soldat voulant éviter l'avancement exposait désespérément ses arguments et convictions à son capitaine. Entre autre, le soldat invoqua des problèmes de conscience, notamment celui d'être forcé à faire la guerre en cas de mobilisation et de devoir diriger un groupe dans une telle situation ; si cela se produisait, il serait le premier à désertir. Le capitaine ne se montra aucunement choqué. Bien au contraire, il répondit : « Si vraiment cela arrivait, j'en ferais de même ! »

Une demi-heure plus tard, le candidat sortit de la salle d'entretien et la feuille avait été signée pour lui, et cela contre son gré.

Stephan Gasteyger (gasteyger@yahoo.com)



Déjà paru dans la collection "Suisse 2020 – Schweiz 2020" :

Cahier no 1 : Interview de Johannes Matyassy, Secrétaire général du Parti radical démocratique suisse (Septembre 2000)